

La croissance européenne s'essouffle...

n°333
Semaine du 1er au 5 Août 2016
Chaguir Mandjee

Au 2ème trimestre, la croissance a progressé de 0,3% comparé au 1er trimestre 2016. La croissance européenne est pénalisée par les incertitudes politiques autour du Brexit mais également impactée par le ralentissement observé sur la croissance française ce trimestre (+0% contre +0,7% au T1-2016) du fait notamment de la stagnation des dépenses de consommation des ménages. La BCE fera le nécessaire pour soutenir l'activité et assurer une poursuite de la sortie de crise. Elle devrait renforcer et allonger son programme d'achats d'actifs, et ce dès sa prochaine réunion de politique monétaire en septembre. Ceci maintiendra durablement les taux souverains sous pression.

L'annonce de la BoJ vendredi 29 juillet dernier n'a pas entraîné de baisse sur les marchés. Kuroda n'a pas touché aux taux d'intérêts et attendra de voir l'impact réel de la politique de taux négatifs avant d'agir. Il est désormais possible que le Japon, bien que menant une politique de relance, relève ses taux à la rentrée. C'est la raison pour laquelle les banques ont mené la charge en Asie vendredi. Les investisseurs reviennent sur le secteur car il pourrait être moins pénalisé par les politiques monétaires menées, et également car leur valorisation est extrêmement basse. Par ailleurs, le gouvernement japonais a pour objectif de doubler le nombre de touristes d'ici 4 ans et les Jeux Olympiques de Tokyo. Pour ce faire, le pays dépensera \$61bn supplémentaires en infrastructures (ports, aéroports, lignes ferroviaires). Reste à contenir la hausse du Yen.

En Europe, la publication vendredi en soirée des résultats des stress tests pour 51 institutions bancaires (qui vise à évaluer la capacité de résistance des plus grandes banques européennes dans le cas de figure où les rythmes de croissance devaient s'effondrer pendant plusieurs années) n'a pas renforcé l'aversion au risque. Si la BCE décrit la situation du système bancaire européen comme plus stable, et si les banques françaises s'en sortent avec les honneurs, les résultats ont mis cependant en exergue la fragilité d'une dizaine d'acteurs qui devront s'ajuster.

De nouveau le baril est au centre de toutes les attentions. L'Arabie Saoudite baisse les prix à destination de l'Asie et les producteurs aux Etats-Unis augmentent les extractions. Depuis lundi 01 aout, le pétrole a basculé en « bear-market », perdant 22% depuis son plus haut de juin. Dans le même temps, le S&P 500 est toujours sur ses plus hauts historiques et oscille à l'intérieur d'une fourchette de 0,9% depuis 11 séances, un record jamais atteint à cette altitude depuis 40 ans selon les analystes techniques.

La chute continue du pétrole rappelle les inquiétudes autour des perspectives de demande mondiale. Cette baisse des prix représente un élément de soutien aux dépenses des ménages (chiffre publié aujourd'hui pour le mois de juin, notamment aux Etats-Unis), mais il dégrade aussi les perspectives d'inflation. Dans ce contexte, la Fed devrait continuer de temporiser, avant de pouvoir relever ses taux en décembre.